

**Sur le front sud de Madrid
Une autre offensive repoussée**

Madrid, 26 janvier. (Insa.) Dans la nuit de dimanche à lundi, les rebelles ont déclenché une nouvelle violente attaque contre les positions républicaines au sud de Madrid. L'offensive est partie de Ciempocelo en direction est, dans le but de couper la route et la voie ferroviaire de Madrid à Aranjuez. Les colonnes fascistes étaient précédées de nombreux tanks qui ont été combattus par les républicains au moyen des canons anti-tanks modernes et par des détachements de grenadiers. Après plusieurs heures de combat, les rebelles durent se retirer, dans la matinée d'hier, sur leurs positions de départ. Ils ont laissé sur le champ de bataille une centaine de morts et de nombreux blessés, outre trois tanks qui ont été mis hors de combat par les grenadiers de la milice populaire.

Les réponses des gouvernements fascistes à la note britannique

Londres, 26 janvier. Les réponses des gouvernements allemand et italien à la note britannique concernant l'interdiction de l'envoi de volontaires en Espagne ont été remises hier au Foreign Office à Londres. Comme dans les cas précédents, les réponses des deux gouvernements fascistes sont analogues quant au fond de la question. Ils adhèrent, en principe, à la proposition britannique et disent que les lois interdisant l'envoi, le départ et le transit de volontaires ont été élaborées et qu'elles entreraient en vigueur simultanément avec des lois semblables votées par les autres pays. Hitler et Mussolini attendent du comité de non-intervention qu'il veuille à l'application simultanée de ces lois et qu'il établisse un système de contrôle efficace. Ils demandent également que des mesures soient prises en même temps pour mettre fin aux autres formes de l'intervention. On verra bientôt ce que valent ces promesses et cette adhésion de principe des dictateurs fascistes. Ils ont trop violé de pactes et d'engagements pour que l'on puisse croire à leur sincérité.

L'arrivée des vivres

Valence, 26 janvier. (Havas.)

M. Schewens, secrétaire de la fédération internationale syndicale, est arrivé à Valence à la tête d'un convoi de 22 camions apportant 40 tonnes de vivres et 5000 litres d'essence. On attend prochainement par mer, 25,000 paquets de chocolat pour les enfants de combattants du Front populaire.

UN CRIME POLITIQUE A PARIS

Un journaliste assassiné au Bois de Boulogne.

Paris, 25 janvier. (Havas.)

Ce matin on a découvert au Bois de Boulogne le corps de M. Dimitri Navachine, journaliste et économiste, de la colonie soviétique de Paris. M. Navachine quittait lundi matin, comme de coutume, son domicile parisien pour aller se promener au bois. Près du stade Roland Garros, un promeneur aperçut à 100 mètres environ du point où il se tenait, deux hommes qui semblaient lutter. Tout à coup, l'un d'eux tomba et resta immobile. L'autre s'enfuit. Le promeneur s'approcha et constata que l'homme était mort, atteint de deux balles de revolver, l'une ayant traversé la joue droite, l'autre la région du cœur. M. Navachine était né à Moscou en 1889. Il vivait en France depuis plusieurs années, où il était venu en qualité de directeur de la Banque Commerciale pour l'Europe du Nord. A la suite d'un procès qui opposa, en 1930, cette banque et l'Etat soviétique, M. Navachine s'était retiré de toute activité officielle pour se consacrer aux études économiques. Pendant la guerre, la victime avait assumé la vice-présidence du Comité central de la Croix-Rouge pour les prisonniers de guerre. M. Navachine s'était rallié au régime soviétique après les événements de 1917.

Sa vie calme était uniquement consacrée, dit-on, aux questions économiques et à quelques relations mondaines et politiques.

Le « Temps » précise que Dimitri Navachine était l'ami intime de deux des accusés du procès qui est jugé actuellement à Moscou : Piatakow et Sokolnikov.

Le commissaire divisionnaire chargé de l'enquête sur l'assassinat de M. Navachine a entendu divers témoins. Tout d'abord, M. Anatole de Monzie, ancien ministre, a déclaré qu'il connaissait M. Navachine depuis une dizaine d'années, qu'il le considérait comme un journaliste éminent et un économiste distingué. La veuve de la victime et deux domestiques ont été entendus ensuite ainsi que M. Leveuf, seul témoin du drame. Les renseignements recueillis par le magistrat ne permettent pas jusqu'à présent d'orienter l'enquête, mais il est vraisemblable que l'on se trouve en présence d'un drame politique.

Rykov arrêté par le Guépéou

Copenhague, 25 janvier. (DNB.)

Le « Politiken » apprend de Varsovie que Rykow, qui fut pendant six ans président du Conseil des commissaires du peuple, a été arrêté à son domicile par le Guépéou. Après les dépositions de Radek et Piatakow au procès de Moscou, la police de l'Etat a arrêté hier matin sept officiers de la garnison de Moscou, ainsi que l'ancien bourgmestre de Moscou Uglanoff, le secrétaire de Piatakow : Moskaljow, et Login, membre du Komintern et collaborateur de Dimitroff.

LE NOUVEAU CABINET JAPONAIS

Tokio, 25 janvier.

Le général Ugaki a été chargé de constituer le nouveau cabinet japonais. Il l'a fait sur le conseil du prince Saionji, du ministre de la justice Yussa et de M. Biranuma, président du Conseil privé. Les partis, la presse et les milieux économiques jugent favorablement cette acceptation. Ceci signifie que l'immixtion de l'armée dans la conduite des affaires de l'Etat sera endiguée.

La conférence Musy provoque des bagarres

La police emploie matraques et bombes lacrymogènes

M. le D^r Eug. Bourquin tombe mort vers la Place de l'Ouest

Arrestations et perquisitions

TRAGIQUE NAUFRAGE

74 victimes

Shanghai, 25 janvier. (Havas.)

Un sampan surchargé qui transportait une centaine d'ouvriers travaillant à la construction d'un pont sur le fleuve Tsien Tang au nord de Hang Tchou a chaviré. 74 ouvriers ont péri.

Aux Etats-Unis, 790 millions de dollars sont demandés pour les secours de chômage

Washington, 26 janvier. (Havas.)

La Commission des crédits de la Chambre a demandé 790 millions de dollars de crédits supplémentaires pour les secours de chômage jusqu'au 30 juin. Elle a publié les déclarations faites par M. Hopkins, directeur de l'Administration fédérale de secours aux chômeurs, selon lesquelles il sera nécessaire de prévoir, en période de prospérité, un chômage permanent d'environ 5 millions de travailleurs. Le nombre des chômeurs en 1937 s'élèvera probablement de six millions et demi à sept millions et demi. M. Hopkins estime qu'il faudrait que la production industrielle augmente de 45 % pour que l'on puisse retrouver un chiffre de chômeurs voisin de 1929, c'est-à-dire 1,800,000.

Les inondations catastrophiques aux Etats-Unis

New-York, 25 janvier. (Havas.)

La désolation règne dans 12 Etats de l'Union américaine. Les inondations dans les vallées de l'Ohio et du Mississippi supérieur ont atteint, au cours de la nuit dernière, les proportions d'une véritable catastrophe nationale. Le chiffre des morts dépasse la soixantaine. Les dommages matériels sont estimés d'ores et déjà à 100 millions de dollars. 400,000 personnes sont sans abri. Le manque de nourriture, ainsi que les intempéries, le froid et la pluie font craindre des épidémies. Des centaines de cas d'influenza, de scarlatine et de pneumonie sont déjà signalés dans certaines régions de l'Ohio et du Kentucky. M. Roosevelt a téléphoné personnellement au maire de Cincinnati : « Tenez bon. Dites à la population de Cincinnati que le gouvernement fédéral fera l'impossible pour combattre le fléau et pour sauvegarder la vie et la santé de vos concitoyens. Je vous envoie au cours de la nuit une centaine de gardes-côtes du littoral de l'Atlantique avec leurs canots de sauvetage. Mon téléphone personnel est ouvert toute la nuit. Appelez-moi à toute heure du jour et de la nuit. » La pluie continue à tomber sur la majeure partie des 1200 kilomètres actuellement inondés. Le lieutenant colonel Reybold, dirigeant les forces de secours dans le Tennessee, a déclaré : « La journée s'annonce comme devant être désastreuse dans la vallée de l'Ohio. »

L'évacuation de la population

New-York, 26 janvier. (Havas.)

L'Ohio, le Mississippi et leurs affluents continuent à monter. 750,000 habitants de Cincinnati sont menacés du manque d'eau potable. A Louisville, on se prépare à appliquer la loi martiale et l'on cherche à évacuer la plus grande partie de la population. Le bilan des morts s'élève exactement à 58, sans compter une quinzaine de prisonniers tués pendant une bagarre au pénitencier de Frankfort (Kentucky).

L'état de siège est proclamé

Louisville (Kentucky), 26 janvier. (Havas.)

M. Chandler, gouverneur du Kentucky, a déclaré l'état de siège et a demandé à M. Roosevelt d'envoyer des troupes fédérales.

GIGANTESQUE INCENDIE A CINCINNATI

Cincinnati, 25 janvier.

Un incendie s'est déclaré dans une fonderie du centre de Cincinnati. Il a détruit quatre grands bâtiments et une douzaine et demie de constructions plus petites et causé l'explosion de 100,000 hectolitres de benzine. Il n'a pu être circonscrit qu'après quatre heures de travaux.

Le feu, que l'on croyait maîtrisé, a de nouveau éclaté du fait de l'explosion d'un réservoir contenant un million de litres de pétrole. A Louisville, le maire a donné pour instruction à la police et à la garde nationale de tirer sur les pilards.

UNE TERRIBLE EXPLOSION

fait au Chili de nombreuses victimes

Chuquicamata (Chili), 25 janvier.

Dans les fameuses mines de cuivre d'Anaconda, une terrible explosion a fait 60 morts et 100 blessés. Le bureau de la Société minière de Chuquicamata donne toutefois un nombre de morts inférieur à celui cité plus haut.

Le télégramme qui est parvenu de l'usine où a eu lieu l'explosion, annonce 30 morts seulement.

Le sinistre est dû à l'explosion prématurée d'une charge d'explosif. La déflagration s'est transmise à 2 wagons chargés de mille sacs de poudre noire. L'explosion fut si violente que toute la surface occupée par les usines a été secouée comme par un tremblement de terre.

SUR LES TRACES DES ETATS FASCISTES

La Suisse va introduire l'instruction pré militaire obligatoire

Le Département militaire s'occupe actuellement d'un projet de loi concernant l'introduction de l'instruction pré militaire obligatoire pour les jeunes gens sortant de l'école et jusqu'au moment de leur admission au service militaire. L'instruction pré militaire serait progressive ; elle commencerait par des exercices de gym pour se terminer avec des cours de tir. Le Département militaire, en envisageant cette mesure, prétend que, malgré la prolongation, les écoles de recrues sont trop courtes pour enseigner aux soldats le maniement des armes modernes si, au moment où ils entrent à l'école de recrues ils ne connaissent pas encore le fusil.

TRAGIQUE COLLISION A BALE

Une voiture de livraison voulant éviter un tram se mit à dérapar à la St-Jakobstrasse à Bâle et vint heurter un camion qui marchait en direction opposée. Le choc a été si violent que le conducteur de la voiture de livraison, et la personne qui se trouvait à côté de lui, ont été tués sur le coup. Les dégâts sont considérables. La collision a également provoqué pendant un certain temps l'interruption de la circulation des tramways.

Les victimes sont MM. Rudolf Hügi-Kaspar, 59 ans, ouvriers des salines, retraité, et son fils Rudolf Hügi, 29 ans, manoeuvre. Le nom de M. Sutter avait été indiqué par erreur.

LA CHAUX-DE-FONDS

Un gros et fort regrettable événement

Une foule houleuse a entouré la Salle communale

Mort de M. le D^r Bourquin

De nombreuses arrestations

Ce fut, hier soir, la conférence Musy, conférence bien inopportune étant donné les circonstances locales et qui fut entourée de mesures d'une extrême maladresse. Samedi déjà, des incidents faillirent éclater lorsque les jeunes « nationaux » présentèrent une affiche provocatrice et paradèrent à l'entour en excitant, par leur attitude les passants. Plusieurs sont venus nous dire l'envie qu'ils éprouvèrent de remettre « ces gamins » en place.

La conférence

Mais ce sont les mesures prises autour de la Salle communale qui donnèrent la fièvre au public. La conférence publique et contradictoire était annoncée pour 20 h. et demie. Les portes n'ont été ouvertes qu'à 21 heures. On comprend ce qui se passe dans une foule qui attend depuis plus d'une heure quand on refuse d'ouvrir les portes. Quand vers 21 h. et quart, la conférence débuta, il y eut de la confusion. Il y avait des places vides dans le fond du parterre et les portes restaient fermées. Des auditeurs réclamèrent qu'on les ouvre. La conférence, devant un public où toutes les tendances étaient représentées se déroula assez correctement. M. Musy fut peu agressif et cita essentiellement Gide et Trotzky. Ce ne fut pas très fort. Ce fut habile par moments. André Corswant répondit avec beaucoup de force et un beau déploiement de logique. Le président, M. Girard, parvint sans peine à maintenir l'ordre et le débat, malgré certaines interruptions, fut dans son ensemble un débat courtis. Certes, on sentait à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche une certaine excitation, mais aucun incident ne surgit jusqu'à la fin, soit jusqu'à plus de minuit.

Il faut cependant noter le cas de M. qui fut entouré ensuite d'une interruption et plus tard frappé d'un coup de matraque par les Jeunes nationaux. Il a fallu le conduire à l'Hôpital.

Les Jeunes nationaux étaient-ils armés ?

Un fait est certain, c'est que les Jeunes nationaux avaient dans leur poche une bouteille qui devait servir d'arme. Nous sommes tentés de croire qu'elle contenait un liquide corrosif. C'est ce qui aurait fait dire samedi soir à l'un d'eux : Il faudra faire attention aux yeux.

Dans quelle galère les a-t-on ainsi conduits ?

Autour de la Salle

Plus de mille personnes demeurèrent autour de la Salle, tandis qu'un gros déploiement de police cherchait à maintenir l'ordre. C'est là que la fièvre monta. Ce furent des discussions passionnées, des cris, des chants. La police recourut à des bombes de gaz lacrymogène. La fièvre montait d'heure en heure.

Le chef parle à ses troupes

Le Dr Bourquin était dans un état d'extrême agitation. Sur l'estrade, il criait à s'époumonner : Silence ! c'est le chef de la jeunesse nationale qui vous parle. Le vacarme continuait et lui continuait à crier. Ce ne fut que grâce au calme du lieutenant Bois qu'on ne suivit pas les mesures dangereuses que le « chef » ordonnait.

Ceux du dehors

A ce sujet, soulignons l'erreur de faire venir

des manifestants du dehors, de tous les coins du pays. Ce procédé imité des fascistes est mauvais. Qu'on nous laisse entre Chaux-de-Fonnières. On se comprendra toujours mieux.

La sortie

La sortie fut un difficile problème pour la police, étant donné la foule qui entourait la salle. Edmond Breguet recommanda une extrême prudence aux « jeunes nationaux » et leur offrit de sortir par la porte nord en petits groupes. Ils patientèrent, en effet, mais ne voulurent pas déborder sur un point : ils sortiraient en cortège et bannières en tête, ne comprenant pas le danger d'une telle décision.

Ils furent entourés, malgré l'intervention très énergique de la police ; les hampes des drapeaux furent brisées. Le Dr Bourquin voulut frapper avec son parapluie. Un policier intervint. Pendant ce temps, M. Musy s'enfuit par la cuisine et son auto partit aussitôt.

Du haut du balcon de la Maison du Peuple, notre camarade Henri Jaquet chercha à intervenir. « Ne faites pas un geste que vous regretterez peut-être demain. » On le hua. Cela dit assez ce qu'était l'état d'esprit. Déçu, notre camarade remit un billet à un ami à l'adresse de la rédaction dans lequel il disait toute sa déception. Le communiste Diacon lui succéda, mais n'eut pas le courage de chercher à calmer et à discipliner les excités.

Le cortège des jeunes nationaux fut suivi par une partie de la foule. Il y eut des cris. Il y eut, semble-t-il, des coups.

La mort du Dr Bourquin

Le Dr Bourquin marchait en tête du cortège. Il est extrêmement difficile de savoir ce qui s'est passé dès ce moment-là. Y a-t-il eu des coups de pied ? A-t-il été frappé ? Nous ne savons pas encore ce que la police établira. Au moment où ce groupe arrivait devant la maison Reinert, le Dr Bourquin tomba et ne devait plus se relever. Quelle est la cause de sa mort ? En ce moment même, on nous dit que l'autopsie aurait révélé une attaque cardiaque. Que sa mort soit naturelle ou qu'elle soit accidentelle, elle est une conséquence de ces événements et nous avons à la déplorer sans réserves.

Quand la passion politique atteint un tel diapason, elle est malsaine et certes les « jeunes nationaux » portent une lourde responsabilité dans l'excitation qui n'a fait que grandir dès samedi après-midi.

A ce sujet, il serait bon que la police recherche s'il est vrai qu'on leur faisait faire des exercices militaires et si, samedi soir, à près de minuit, un groupe d'une quarantaine fit des exercices aux environs du Creux-des-Olives.

Presque tous ceux que nous avons vus ce matin ne se sont pas même doutés de la mort dramatique du Dr Bourquin.

Les arrestations

Durant toute la nuit, la police se livra à des perquisitions et procéda à des arrestations. Policiers et automobiles eurent fort à faire et la Promenade fut le théâtre d'une intense activité. Le juge d'instruction passa la nuit à interroger et à délivrer des mandats d'arrestation. Nous savons que le secrétaire communiste Diacon, que les membres du groupe antifasciste Hug et Maléus sont arrêtés, mais n'avons aucune autre nouvelle pour le moment.

Mauvaises méthodes

Nettement, nous tenons à déclarer mauvaises les méthodes qui aboutissent à de tels faits. Soit, on n'a recouru à l'usage d'aucune arme. Mais on a créé une atmosphère de fièvre qui n'est pas à la hauteur des convictions démocratiques. Sous le prétexte de passer à l'action, on oublie que l'action ce n'est pas la bagarre, ce ne sont pas les exercices militaires, ce ne sont pas les excitations. Cette voie est mauvaise et il faut savoir la réprouver catégoriquement. Celui qui recueille cent signatures pour l'Initiative du Travail « agit » plus et mieux que ceux qui excitent ou paradent.

Nous déplorons ces événements pour notre cité qui est en train de se remettre au travail après une crise de sept années et où il s'agit avant tout et surtout d'un effort commun pour la relever et assurer sa prospérité.

On peut certes défendre avec ardeur des convictions politiques, mais il faut savoir le faire sans haine et sans violence.

Au dernier moment

Au dernier moment, nous nous sommes informés auprès du juge d'instruction. On nous confirme que l'examen auquel se sont livrés trois docteurs aboutirait à ce que la mort du Dr Bourquin serait due à des causes naturelles (crise cardiaque). Un spécialiste appelé de Berne viendra cet après-midi faire une autopsie qui déterminera la cause de la mort.

Il importe d'ailleurs qu'une pleine lumière soit faite sur tout ce qui s'est passé hier soir.

Mille exagérations courent le pays. On nous a demandé de Neuchâtel s'il était vrai que le chef des « jeunes nationaux » a été tué par une bombe. Nous insistons sur ce point : il n'a été fait usage d'aucune arme. L'affaire est malheureusement déjà assez grave comme cela.

Le Parti socialiste qui avait refusé toute intervention et toute participation à l'occasion de cette conférence aura à voir sans perdre de temps les mesures à prendre pour que le mouvement ouvrier de La Chaux-de-Fonds reste digne et de la démocratie et du socialisme, et pour que ses méthodes soient telles qu'elles écartent et l'excitation et la violence, pour qu'elles recommandent le respect par leur dignité autant que par leur ardente conviction.

Un communiqué de la police cantonale

La police cantonale nous prie de publier le communiqué suivant : « Les personnes susceptibles de procurer des renseignements permettant d'identifier les auteurs des événements pénibles qui se sont déroulés à l'occasion de la conférence Musy sont priées d'en informer la police cantonale de La Chaux-de-Fonds. Tél. 22.300. »